

Table ronde publique

## Mieux comprendre les potentialités des forces de défense et de sécurité (FDS) pour prévenir l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest

Abidjan, Côte d'Ivoire, 14 septembre 2022  
Seen Hotel, 10h00-13h30

### SYNTHESE

Face aux limites des réponses militaires et sécuritaires à l'extrémisme violent, a-t-on suffisamment exploré la réponse de la prévention, celle qui se penche plutôt sur les causes, multiples et complexes, qui génèrent la violence ? Les forces de défense et de sécurité (FDS) peuvent-elles avoir un rôle dans la prévention de la violence ? Si oui, leur mandat, leur culture et leurs formations les y préparent-elles ? Comment et avec qui les FDS peuvent-elles construire la culture du dialogue ? Où sont les espaces pour que ces échanges aient lieu ?

Telles sont les questions que se posèrent les participants à la table ronde organisée à Abidjan le 14 septembre 2022 par la Division Paix et droits de l'homme du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) de Suisse et le Centre pour la gouvernance du secteur de sécurité - DCAF de Genève. Ils présentaient ce jour-là les résultats de l'étude comparative portant sur la **Revue et analyse des cadres politiques, législatifs et opérationnels favorisant l'engagement des forces de défense et de sécurité (FDS) pour la prévention de l'extrémisme violent (PEV) en Afrique de l'Ouest (2020-2022)**.

Cette étude, réalisée en 2020 et 2021 dans **sept pays d'Afrique de l'Ouest (le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Niger, le Sénégal et le Togo)** s'inscrit de manière plus large dans l'initiative de dialogue régional animée par la Suisse depuis 2016 en faveur de la prévention de la violence en Afrique de l'Ouest et centrale et qui a déjà organisé, ces dernières années, une quarantaine de rencontres et ateliers, associant plus de 2000 personnes. Ce programme, a, entre autres, lancé, à Dakar et avec le Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité (CHEDS) du Sénégal, un cycle de séminaires régionaux spécifiquement consacré au rôle des FDS dans la PEV. L'étude visait explicitement à répondre aux demandes des FDS de la région, exprimées lors de ces séminaires, et qui souhaitaient mieux connaître et comparer les cadres dans lesquels elles évoluent. **Ceci afin de mieux cerner les potentialités des forces de défense et de sécurité (FDS) pour prévenir l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest.**

Ce travail a bénéficié de la participation d'une dizaine d'experts de la région qui, aux côtés du DCAF et du DFAE suisse, ont pendant deux ans mené la collecte de la documentation, les enquêtes de terrain (plus de 300 entretiens individuels dans les sept pays), l'analyse comparative des cadres d'engagement et finalement, la rédaction et les étapes de validation des résultats dans le rapport final présenté à Abidjan. Pour réaliser cet objectif général, l'étude s'est efforcée de :

- Mieux comprendre la façon dont la violence extrême ébranle le vécu et le mandat des FDS.
- Clarifier comment les FDS elles-mêmes peuvent s'engager dans une démarche de PEV.
- Collecter puis analyser les cadres d'engagement des FDS pour la PEV, cadres d'ordre politique, législatif, comme opérationnel.
- Renforcer la volonté et les capacités des FDS pour un tel engagement.
- Poursuivre le dialogue avec des hauts responsables politiques, officiers supérieurs, société civile et chercheurs, sur leur vision, leur expérience, leurs besoins face à ce défi.

Forte de cette somme de connaissances entre leurs mains (le rapport contient 89 pages), **une soixantaine de personnes participèrent à la table ronde** qui fut ouverte par le représentant du Ministre, Conseiller spécial du Président de la République et Coordonnateur National du Renseignement de la Côte d'Ivoire. Pour lui, la violence gagne du terrain en Afrique de l'Ouest et **la confiance entre les FDS et les citoyens est essentielle pour contribuer à diminuer la violence**. Il estime que cette étude et la table ronde qui en présente les résultats à Abidjan sont importantes et appelle à ce que d'autres rencontres continuent à faire évoluer la doctrine dans ce sens holistique, comprenant la sécurité humaine.

### **Présentation succincte des résultats**

Le contenu du rapport fut ensuite présenté par deux représentantes du DFAE et du DCAF qui soulignèrent que **l'outil essentiel de la PEV était le dialogue inclusif**, entre autres entre les FDS et les populations, et que cette table ronde publique faisait aussi partie de ce dialogue. Par ailleurs, le rapport montre que, bien que la lecture des menaces, l'organisation des réponses envisagées et l'interaction entre textes et pratiques soit différentes dans chaque pays, il y a de plus en plus de **concordance des politiques sécuritaires dans les pays de la région**. L'exemple du Burkina Faso et sa prise de conscience tardive de l'importance de la menace sert de précédent pour les pays du Golfe de Guinée. Si les causes de l'EV (porosité des frontières, faible présence de l'Etat et des FDS sur de larges pans du territoire national, comportement ambigu des FDS, liens avec les milieux criminels, extension de l'orpaillage clandestin, exclusion politique et décisionnelle) sont mieux comprises, **la lecture sécuritaire de ces causes (plutôt que socio-politiques)** reste prépondérante, selon les résultats de l'étude. Les Etats s'efforcent de sécuriser leurs frontières mais prennent trop souvent la population comme auxiliaire des renseignements. Par ailleurs, **le rôle des FDS dans la PEV est encore très rarement inscrit explicitement dans les cadres politiques, législatifs et opérationnels, et encore moins dans les formations des FDS**, ce qui freine l'intégration du rôle de prévention dans leurs mandats et leurs pratiques. Certes, des stratégies de PEV ont été préparées dans tous les pays mais généralement sans lien concret avec le rôle des FDS et de même, si les politiques publiques de sécurité et de défense sont presque partout en révision, elles n'intègrent encore que rarement la dimension de prévention. Cette **approche en silo**, ainsi que le déficit de lien entre responsables des politiques sécuritaires et hauts responsables des FDS qui rend floue la vision de la sécurité par ceux qui en ont le mandat, figurent parmi les obstacles à surmonter. Néanmoins l'étude révèle qu'un peu partout, des mesures pragmatiques ont déjà été prises, même si cet élan reste timide et peu encadré. Des **mécanismes locaux de dialogue** et, par conséquent, de PEV, tels les comités de sécurité, existent et, dans certains cas, s'ouvrent efficacement à la société civile qui, elle cherche généralement ce dialogue avec les FDS. Il fut aussi relevé que les **activités civilo-militaires** tournées vers les besoins des populations contribuent à l'apaisement des tensions. Mais sur la formation des FDS et sur l'accès du public à l'information, les mesures nécessaires ne sont pas encore vraiment prises en compte, hormis quelques initiatives telles que la Malette pédagogique en Côte d'Ivoire. Le rapport, dans sa partie finale, mentionne **sept défis à relever et les pistes d'action** et pose la question de fond : **quelle est la place réelle de nos armées dans nos sociétés ?**

#### **Où trouver le rapport :**

[https://www.dcaf.ch/sites/default/files/publications/documents/PVE\\_Report\\_FR.pdf](https://www.dcaf.ch/sites/default/files/publications/documents/PVE_Report_FR.pdf)

### **Echanges**

Le débat qui suivit, que lancèrent trois panélistes venus de Côte d'Ivoire, du Sénégal et du Cameroun, fut très animé et fit ressortir un certain nombre de points :

Prenant l'exemple de ce qui s'est passé au **Nigéria** il y a plus de deux décennies et qui amena à la **création de Boko Haram**, et soulignant que ce furent les répressions violentes et les exactions des FDS sur un mouvement socioreligieux qui provoquèrent son basculement dans la violence, un officiel ivoirien de haut rang attesta de ce que la PEV, par sa dimension humaine, était tellement importante que la **Côte d'Ivoire** en applique le concept de diverses manières : par la détection précoce des signes de radicalisation, en particulier auprès des jeunes, par la mise en place d'un système de **renseignement** efficace et d'un **cordon militaire et sécuritaire** à plusieurs degrés

près des frontières, mais aussi par les **activités civilo-militaires** et par un **programme d'urgence de développement** des régions du Nord du Pays, le tout chapeauté par le Conseil National de Sécurité. Il conclut par ces mots : « **La prévention est d'or, le légal est d'argent** ».

Il fut ensuite relevé que la **tâche de promouvoir la PEV est lourde et un travail de long terme**. Le discours a heureusement évolué depuis cinq ans. Nous connaissons tous aujourd'hui les limites de nos réponses, essentiellement militaires, et nos insuffisances, en particulier quand nous appréhendons la violence comme les diverses rébellions qui surgirent en Afrique de l'Ouest il y a trente ans. Or pour conjurer l'EV qui s'étend quotidiennement et qui impose une guerre asymétrique, la réponse létale est-elle vraiment efficace ? Faisons-nous tout ce qui est possible pour **lutter contre les abus des FDS et l'impunité qui les accompagnent, qui sont de véritables carburants de l'EV**, fut-il ainsi demandé ?

La **contribution des FDS à la PEV** fut longuement débattue. Comment la rendre optimale ? **Les FDS ont-elles le choix de faire leur travail autrement** ? Il fut en effet rappelé que les FDS ne peuvent pas agir sans une mission claire. Il fut dit qu'il y a l'esprit et la lettre de la PEV : si les responsables politiques prennent de plus en plus la PEV en compte, comment faire pour que les FDS soient formellement missionnées ? Autre dimension abordée : les besoins de « **l'individu FDS** » lui-même pour aborder ce passage vers la sécurité humaine, lui qui est aussi affecté par le contexte, par une forme de « seconde socialisation » par son métier et par la perception négative qui l'accompagne ? Par quel processus, y compris psychologique, l'amener à devenir ce défenseur de la nation et des populations que l'on cherche ? Par ailleurs, **sur le plan politique**, il faut **réviser les principes d'actions des FDS**, établir des stratégies nationales de PEV qui incluent les FDS, réviser des textes qui datent des indépendances. Si les FDS doivent être plus actives dans la PEV, il est aussi indispensable **d'intégrer la PEV et l'outil du dialogue dans les formations des FDS**, au-delà des droits de l'homme et du droit humanitaire, qualifiés d'épée de Damoclès pour les FDS. Et comment faire comprendre aux FDS que **chacun est responsable de ses actes** ? Cette tâche est parfaitement possible et participera à l'engagement des FDS dans la PEV.

La nécessité d'un **large dialogue entre la société civile, les populations et les FDS**, fut aussi abordée comme un point central des enjeux à relever : c'est de cette manière que la population sera intégrée à la pratique de la PEV de la co-construction de la sécurité qui la concerne. Il y a, certes, un cadre de concertation avec les communautés qui existe, qui s'appelle police de proximité. Mais un tel dialogue permanent doit aussi servir à réduire les résistances de ceux qui veulent n'être que dans la réaction musclée et sortir de l'urgence. Rétablir des relations plus sereines entre FDS et populations, c'est aussi agir sur une des causes négatives de l'EV.

Les **multiples causes de l'EV** et la nécessité de corriger les déséquilibres furent relevées à plusieurs reprises (chômage, absence de perspectives d'avenir, absence d'inclusion, inéquités, manque d'insertion économiques des jeunes, différences flagrantes entre la capitale et les zones périphériques des Etats). Si les FDS ne sont pas responsables de tous ces maux, elles peuvent néanmoins agir aussi à **apporter des correctifs**, notamment à travers les ACM, à travers le génie militaire et les services de santé des armées, par exemple.

Le **thème du dialogue** fut repris à plusieurs reprises. Tout d'abord, les deux années de conduite de l'étude présentée à l'occasion de la table ronde furent l'occasion de très nombreux rencontres et échanges. Elles mirent ensemble différents mondes : les responsables politiques, les FDS, la société civile, la recherche car il fallait une compréhension partagée du concept de PEV mais aussi évoluer d'une vision statique des EV (ce sont des nébuleuses à exterminer) à la constatation qu'ils évoluent constamment et que les comprendre permet une approche différenciée de ceux qui sont, aussi, des fils du pays. Par ailleurs, **le dialogue est indispensable avec ceux que l'on doit protéger**. Il faut connaître la population, partager avec elle, parce qu'elle nous dit « **tout ce que vous faites sans nous, vous le faites contre nous** ». Or, la population voit trop souvent les FDS comme des obstacles à ses mouvements et à ses libertés. Cette perception négative provient le plus souvent du fait que les FDS outrepassent leur feuille de route et l'objectif de leur mission. Comme ce sont elles qui se trouvent au fin fond des territoires, il est important qu'elles mobilisent les politiques et défendent l'image qu'elles laissent à leurs enfants.

Pour une PEV efficace et portant des fruits tant aujourd'hui qu'à terme, il faut **donner la parole aux femmes et les placer au cœur de l'action**. Elles sont marginalisées dans nos sociétés alors qu'elles sont les actrices principales de l'équilibre social. Comme la femme est partout, au marché, à l'hôpital, elle sait ce qui se prépare. Elles sont aussi mamans et complices de leurs enfants, elles les influencent tout leur vie. Pourquoi ne sont-elles pas associées aux décisions qui concernent la communauté ? Elles souffrent certes d'insuffisances, en particulier dans les zones rurales, en matière d'éducation et économique. Mais elles sont résilientes de manière extraordinaire. Il faut donc les aider à accroître leurs connaissances et renforcer leurs capacités : c'est cela la sécurité humaine. **Les FDS, qui devraient compter beaucoup plus de femmes dans leurs rangs, doivent donc se rapprocher d'elles et tirer profit de leur force.**

En conclusion, il fut dit que **la paix n'est un mot mais un comportement** et qu'il faut associer tous les acteurs au travail de PEV, parmi lesquels les FDS et la justice sont indispensables.



## Programme

09 :30-10 :00	Arrivée, cafés et installation des invités
10 :00-10 :10	Mot de bienvenue et présentation du programme et des panélistes
10 :10-10 :40	Ouverture de la table ronde <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>S. E. Mme Anne LUGON-MOULIN</b>, Ambassadeur de la Suisse en Côte d'Ivoire</li> <li>• <b>Anne BENNETT</b>, Directrice du programme Afrique subsaharienne, Centre pour la gouvernance du secteur de sécurité – DCAF</li> <li>• <b>M. le Préfet Pierre KOUASSI</b>, représentant le Coordonnateur National du Renseignement, Côte d'Ivoire</li> </ul>
10 :40-11 :00	Photo de groupe
11 :00-11 :30	Présentation des principaux résultats de l'étude <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Carol MOTTET</b>, Conseillère principale, Division Paix et droits de l'homme, Département fédéral des affaires étrangères – DFAE, Suisse</li> <li>• <b>Ariane INKESHA</b>, Coordinatrice de programme, Centre pour la gouvernance du secteur de sécurité – DCAF</li> </ul> Commentateur : <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Contrôleur général de police Seydou TOURE</b>, Conseiller diplomatique du Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, Côte d'Ivoire</li> </ul>
11 :30-13 :00	Panel <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Général Paul NDIAYE</b>, ancien Directeur général, Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité – CHEDS, Sénégal</li> <li>• <b>Madeleine MEMB</b>, Coordinatrice, MediaWomen4Peace, Cameroun</li> <li>• <b>Souleymane CISSOKO</b>, Expert consultant, Analyste à la Coordination Nationale de Renseignement, Côte d'Ivoire</li> </ul> Facilitation: <b>Dr. Séverin KOUAME</b> , Enseignant chercheur, Université de Bouaké <b>Discussions</b>
13 :00-13 :15	Clôture
13 :15-14 :15	Collation et point de presse